



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Du 5 au 19 février 2018

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	Prévision fin 2017 (INE)	2,7
	Prévision 2018 (Gouvernement)	2,2
Déficit public (% du PIB)	Prévision fin 2017 (Gouvernement - provisoire)	-1,2
	Prévision 2018 (Gouvernement)	-1,0
Solde primaire (% du PIB, prévision fin 2017) (Gouvernement)		2,7
Dette (% du PIB)	Prévision fin 2017 (Gouvernement - provisoire)	126,2
	Prévision 2018 (Gouvernement)	123,5
Exportations de biens (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		51,0
Importations de biens (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		63,4
Exportations de services (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		27,7
Importations de services (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		13,2
Inflation sous-jacente (% , janvier 2018) (INE)		1
Taux de chômage (% , décembre 2017) (INE)		7,8

Situation des établissements bancaires

- Les résultats 2017 de plusieurs grandes banques portugaises ont été publiés

Le 8 février, la banque **Caixa Económica Montepio Geral (CEMG, propriété de Montepio Geral - Associação Mutualista)** a déclaré avoir généré des profits de 30,1 M€ en 2017, soit une nette amélioration par rapport aux pertes de 86,5 M€ enregistrées en 2016. CEMG redevient bénéficiaire après 4 ans de pertes consécutives (2013 à 2016), notamment grâce à une réduction de ses coûts opérationnels (- 5,5 % par rapport à 2016) et des dépréciations d'actifs (- 35,9 % par rapport à 2016). Son ratio Common Equity Tier 1 (CET1) s'élève à 13,5 %, en augmentation de 3,1 points de base par rapport à 2016. Son ratio de prêts non-performants a baissé de 2,5 points de base par rapport à 2016 mais demeure relativement élevé à 12,7 %.

Le 14 février, la banque portugaise **Millennium BCP** (détenue à 25,16 % par Fosun, 15,24 % par Sonangol, 2,63 % par BlackRock, 2,11 % par EDP) a annoncé un profit de 186,4 M€ (contre 23,9 M€ en 2016) dont 39 M€ au Portugal en 2017. La plus grande partie de ce résultat tient à l'activité internationale de la banque à travers *Banco Millennium Atlântico* qui opère en Angola. Le ratio CET1 de *Millennium BCP* est passé de 9,7 % en 2016 à 11,9 % en 2017. Son ratio de prêts non-performants est descendu à 9,3 % en 2017, contre 10,9 % en 2016.

Le 15 février, la banque **Deutsche Bank Portugal** (succursale de la banque allemande Deutsche Bank) a présenté ses résultats pour 2017, avec un profit net de 7,3 M€, en baisse de 78 % par rapport à l'année 2016, au cours de laquelle le niveau de dépréciation d'actifs a été nettement plus faible.

- **Caixa Económica Montepio Geral émettra 250 millions d'euros de dette subordonnée**

Le 9 février, **CEMG a annoncé qu'elle émettrait entre 200 et 250 M€ de dette subordonnée**, afin de respecter les orientations de l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) en matière de règles prudentielles sur les fonds propres et de se substituer sa dette antérieure. L'opération permettrait à CEMG de ne pas recourir à une augmentation de capital, qui est jugée injustifiée par son directeur exécutif Felix Mogado, notamment au regard de son ratio CET1 et de son ratio de liquidité à court terme à 153,4 % en 2017. Ceux-ci sont nettement au-dessus des niveaux prudentiels (respectivement 9,4 % et 80 %) qui seront appliqués à partir du 1^{er} juillet 2018 dans le cadre du deuxième pilier de Bâle III. Pour mémoire, l'organisation à but non lucratif *Santa Casa da Misericórdia de Lisboa* avait annoncé en janvier dernier qu'elle était intéressée par une participation au capital de CEMG à hauteur de 10 %.

- **La CMVM formule trois exigences sur les produits financiers liés aux cryptomonnaies**

Le 14 février, la Commission du Marché des Valeurs Mobilières (CMVM) a déclaré qu'elle renforçait son contrôle sur la commercialisation des cryptomonnaies. **Elle recommande aux banques ainsi qu'aux courtiers de s'abstenir de vendre ce type d'instruments financiers et autorise les intermédiaires financiers à le faire à condition de respecter trois exigences** : identifier les instruments dont le sous-jacent est une cryptomonnaie et fournir des informations sur sa nature, ses risques et son fonctionnement ; informer les investisseurs des risques et caractéristiques de ces instruments ; informer la CMVM des dispositions prises pour respecter les règles européennes sur le renforcement de la protection et de l'information des investisseurs (directive européenne MIFID II). La CMVM a décidé de superviser ces instruments financiers depuis l'euphorie générée par la forte appréciation du bitcoin fin 2017.

- **L'agence publique Parparticipadas souhaite fixer le prix de vente de la banque Efisa à un minimum de 21,8 M€**

Le 8 février, **l'agence publique Parparticipadas a décidé d'établir le prix de vente de la banque d'investissement Efisa à 21,8 M€** et de reporter de 17 jours la date limite de candidature à l'appel d'offre public. Parparticipadas, créée en 2011 pour gérer la privatisation de BPN (*Banco Português de Negócios* autrefois détenu par la *Caixa Geral de Depósitos*), détient les actions d'Efisa (dont le propriétaire était BPN) qui n'ont pas été acquises par Eurobic (anciennement BIC) en 2011. Le 5 octobre 2015, un accord de rachat avait été signé avec l'entreprise Pivot (détenue par le fonds britannique *Aethel Partners*) pour un montant de 38 M€ (nettement supérieur à celui proposé actuellement), cependant le processus a été annulé en avril 2017 faute d'autorisation de la BCE.

- **L'OCDE aide le Portugal à réformer son marché de capitaux**

L'OCDE devrait réaliser durant les 18 prochains mois une étude sur le marché de capitaux portugais dans le but de le réformer ; le Portugal bénéficie de cette aide dans le cadre d'une candidature adressée au Programme de Soutien aux Réformes Structurelles (SRSP) en octobre 2017. Le SRSP est un programme européen qui permet aux Etats membres de recevoir un financement (entre 400.000 et 600.000 € pour cette étude) couvrant des études réalisées, entre autres, par des organisations internationales, afin de mettre en œuvre des réformes structurelles soutenant la croissance économique et la création d'emplois. Le gouvernement portugais a identifié le marché de capitaux comme l'un des secteurs prioritaires à réformer, afin d'en accroître l'attractivité.

Situation budgétaire

- L'IGCP réalise la deuxième émission de dette portugaise de 2018

Le 14 février, l'agence portugaise de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) a émis **490 M€ d'obligations du Trésor avec une maturité en 2022** à un taux d'intérêt de 0,577 % et **760 M€ d'obligations du Trésor avec une maturité en 2028** à un taux d'intérêt de 2,046 % (légèrement supérieur à l'émission de novembre 2016).

- La croissance du PIB portugais en 2017 dépasse les prévisions pour s'établir à un taux record depuis 2000

Le 14 février, l'Institut National des Statistiques (INE) a estimé le **taux de croissance du PIB pour 2017 à 2,7 %, soit le niveau le plus élevé depuis 2000**. Cette estimation est nettement supérieure à celle donnée par le Gouvernement dans le budget d'Etat 2017 (1,5 %) et légèrement au-dessus de sa dernière prévision en début d'année 2018 (2,6 %). Le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a souligné que ce taux de croissance, supérieur au taux moyen de l'UE, constituait un facteur décisif pour assurer une convergence économique avec les autres Etats membres.

La principale contribution à la croissance vient de la demande intérieure, dont la reprise de l'investissement, mais le résultat supérieur aux prévisions s'explique par les échanges extérieurs compte tenu d'une forte augmentation des exportations (+ 10 % par rapport à 2016), qui dépasse celle des importations au dernier trimestre. En particulier, les automobiles et les combustibles ont contribué à 32 % de l'augmentation des exportations ; en termes de clients, le Brésil et l'Angola ont représenté respectivement 8 % et 6 % de cette progression.

- Le Gouvernement souhaite faire de l'innovation l'un des moteurs du développement économique du Portugal

Le 15 février, le **premier ministre António Costa a exposé la stratégie du Portugal à l'horizon 2030 pour un développement économique durable** lors de la conférence « Scénario pour l'Innovation ». António Costa a fixé trois objectifs pour faire de l'innovation le moteur du développement économique du Portugal et relancer le processus de convergence avec l'Union Européenne : le développement des compétences numériques dans la société (pour que 9 Portugais sur 10 sachent utiliser Internet), l'intensification de l'investissement dans l'innovation (pour que la R&D atteigne 3 % du PIB) et l'amélioration de la qualification (pour que 60 % des jeunes de 20 ans accèdent à l'enseignement supérieur).

- Le Portugal devrait recevoir 50,6 M€ du Fonds de Solidarité Européen suite aux incendies de 2017

Le 15 février, la Commission Européenne a proposé de verser 104 M€ à quatre Etats membres affectés par des catastrophes naturelles en 2017 à travers le Fonds de Solidarité Européen (FSE). Le Portugal, dont les régions nord et centre ont été touchées par de violents incendies en 2017, devrait obtenir 50,6 M€. Un premier versement de 1,5 M€ avait été effectué en novembre 2017 et 45 M€ du Fonds de Cohésion avaient été fléchés en août 2017 vers la région centre pour aider à la reconstruction des commerces locaux et des infrastructures publiques.

Sectoriel

- **Le Portugal présente sa nouvelle stratégie de développement du lithium**

Le 12 février, le secrétaire d'Etat à l'énergie, Jorge Seguro Sanches, a présenté la stratégie nationale pour développer une filière de production du lithium au Portugal, dans le cadre d'une réunion de la commission sur l'Union de l'Energie à Bruxelles. Cette stratégie a été adoptée en Conseil des ministres le 31 janvier 2018 et recourt, entre autres, à un appel d'offres public pour attribuer les permis de prospection, recherche et exploration des zones potentiellement prometteuses. Elle prévoit que les candidats soient évalués sur leur plan d'investissement qui devra comporter l'installation de deux unités technologiques, l'une orientée sur la recherche et l'autre sur les applications industrielles, afin de constituer une filière intégrée horizontalement. Le Portugal constituait en 2014 le 6^{ème} plus grand producteur de lithium avec 17.500 tonnes extraites et disposerait de 60.000 tonnes de réserves (estimation de 2016).

- **Le Gouvernement approuve la Stratégie 2030 du Portugal pour l'Espace**

Le 15 février, le Conseil des ministres a adopté la nouvelle Stratégie 2030 du Portugal pour l'Espace. Les principales mesures consistent à créer une Agence Spatiale Portugaise (AEP), rassemblant les programmes nationaux liés à l'espace (le projet définitif sera communiqué fin 2018), construire une base de lancement de satellites (mini, micro et nano) aux Açores (île de Santa Maria) et multiplier par cinq en cinq ans le budget du secteur spatial grâce aux fonds publics portugais et structurels européens. Le Centre International de Recherche de l'Atlantique (AIR Centre constitué du Brésil, de l'Espagne, de l'Angola, du Nigéria, du Cap Vert, de l'Uruguay et de São Tomé e Príncipe) créé en avril 2017 sous l'impulsion du Portugal, sera également bâti aux Açores d'ici 2023 avec un budget de 5,3 M€. La stratégie pour l'espace, qui s'inscrit dans celle du Gouvernement pour l'innovation, a pour objectif de capter des investissements privés et de créer des emplois qualifiés. L'industrie aérospatiale portugaise, très majoritairement tournée vers l'exportation (87 %), comprend 70 entreprises qui emploient 20.000 personnes.

- **L'Autorité de la Concurrence ouvre une enquête approfondie sur l'achat de Media Capital par Meo**

Le 15 février, l'Autorité de la Concurrence portugaise (AdC) a décidé de mener une enquête approfondie sur l'acquisition du groupe de télécommunication Media Capital par Meo (entreprise de télécommunications contrôlée par Altice), après avoir auditionné les parties prenantes et constaté un risque d'entrave à la concurrence pour la production de contenu (entre les chaînes et pour la publicité), ainsi que pour les télécommunications et les offres de télévision payante. Le 30 janvier, l'AdC avait déclaré que cette acquisition présentait de forts risques d'entraves à la concurrence.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gov.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER / Christine REBECHE

Revu par : Stanislas GODEFROY